

Distr. RESTRICTED
PRS/2018/CRP.16

ORIGINAL:
FRENCH/ENGLISH

THIRD INTERNATIONAL DECADE FOR THE ERADICATION OF COLONIALISM

Pacific regional seminar on the implementation of the Third International Decade for the Eradication of Colonialism: towards the achievement of the Sustainable Development Goals in the Non-Self-Governing Territories: social, economic and environmental challenges

Saint George's, Grenada
9 to 11 May 2018

STATEMENT BY

MR. ENGEL RAYGADAS

(FRENCH POLYNESIA)

Exposé du représentant de la Polynésie française

Séminaire régional pour le Pacifique sur la mise en œuvre de la troisième Décennie de l'élimination du colonialisme

"Towards the achievement of the Sustainable Development Goals in the non-self-governing territories: social, economic and environmental challenges"

Saint Georges - Grenade
9 au 11 mai 2018

Monsieur le Président du Comité spécial de décolonisation,

Mesdames et Messieurs les représentants des Etats membres des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs,

- Permettez-moi de remercier chaleureusement le gouvernement et le peuple de la Grenade pour son accueil et son hospitalité.

- M. le Président, je félicite votre élection en tant que Président du C24 et je suis certain que vous donnerez au comité un souffle nouveau.

1. Evolution du C24

- Je voudrais rendre hommage aux membres de ce comité qui l'ont rejoint parce qu'ils croient véritablement que la liberté est le principe fondamental de l'autodétermination. Je voudrais les remercier pour leurs efforts visant à tirer le comité dans le XXI^e siècle et à engager une nouvelle réflexion sur son rôle et sur la manière dont il pourrait évoluer.

- En effet, comme vous le savez, nos Territoires sont sur la voie d'un développement qui ne débouche pas nécessairement sur l'intégration ou la libre association avec la puissance administrante, et peut ou ne pas déboucher sur l'indépendance.

- Il existe un état de développement légitime et acceptable pour les Petits Etats Insulaires, qui se situe en-deçà du statut de la pleine indépendance. Mais cela ne signifie pas pour autant que nous sommes des colonies.

- Beaucoup d'entre nous sur la liste du C24 jouissons d'une autonomie interne pleine et entière, qui dépasse de loin le statut de beaucoup d'autres pays et territoires non-inscrits. Nous ne sommes pas des colonies, avec un peuple soumis et persécuté comme certains voudraient le faire croire. Nous sommes tout à fait capables de penser par nous-mêmes et de décider ce qui est bien pour nos propres pays.

- A ce jour, pour ne plus être classé comme « territoire-non-autonome » par le C24, le peuple du Territoire doit avoir eu l'opportunité de choisir ce qu'il pense être dans son meilleur intérêt. Dans beaucoup de cas, le résultat n'est pas une des options proposées par le C24, à savoir l'intégration, la libre association ou l'indépendance. Cela peut être un autre statut acceptable pour le peuple de ce Territoire.

- Il faudrait peut-être, M. le Président, chers membres du comité, amorcer une réflexion approfondie sur le sujet.

- En Polynésie française nous avons choisi le statut de large autonomie de Pays d'Outre-mer (PTOM ou OCT en anglais).

2. L'Autonomie de la Polynésie française.

- Lors de son intervention devant la Quatrième commission de l'ONU le 3 octobre 2017, le Président de la Polynésie française, M. Edouard Fritch, a rappelé que les polynésiens de la Polynésie française « *sont un peuple du Pacifique tout en appartenant à l'ensemble européen. La Polynésie française est un pays de démocratie et de respect des droits de l'Homme. La liberté d'expression est totale. La liberté de circulation est entière* ».
- Lors de la même intervention, le Président Fritch a également déclaré qu'il souhaitait une Polynésie française « *moderne, attachée à sa culture et ouverte sur le monde* ».
- Cette ouverture est possible grâce à notre large degré d'autonomie politique.
- Aussi, depuis le 8 septembre 2017, à la décision unanime des membres du Forum des Iles du Pacifique, la Polynésie française siège en tant que "full member" de cette organisation internationale reconnue par l'ONU.
- Si la Polynésie française n'était pas autonome, le Forum des Iles du Pacifique, n'aurait jamais accepté de l'intégrer en son sein, car les chefs d'Etat du Pacifique connaissent notre pays et sont les mieux placés pour apprécier la situation institutionnelle et politique locale.
- Aussi, le C24 doit désormais intégrer ce paramètre essentiel dans sa perception de la Polynésie française.
- Depuis son adhésion au Forum des Iles du Pacifique, notre gouvernement travaille pour une intégration régionale plus importante et nous sommes engagés avec la vision stratégique du Forum.
- C'est aussi grâce à notre très large autonomie que la Polynésie française participera les 18 et 19 mai prochains, à Iwaki, au huitième sommet du *Pacific Islands Leaders Meeting (PALM)* organisé entre le Japon et les pays membre du Forum.

3. La mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable.

- C'est dans ce cadre régional que la Polynésie française a été sensibilisée à la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD).
- Les ODD sont un véritable défi que nos pays océaniques peuvent relever et au travers duquel ils peuvent se réinventer.
- Le Forum des Iles du Pacifique a adopté, lors de son sommet en septembre dernier à Apia, aux Samoa, un panel d'Indicateurs prenant en compte les priorités de chaque membre et pouvant être utilisé afin de mettre en place un suivi de la mise en œuvre des ODD par les pays de la région.
- Le Plan d'Action du Pacifique pour le Développement Durable (*Pacific Roadmap for Sustainable Development*) vise à identifier les étapes afin de préparer, coordonner puis mutualiser les indicateurs à l'échelle locale et régionale.
- Il est attendu que nos pays s'approprient les indicateurs qui sont pertinents pour nos situations propres dans le but :
 - d'assurer un état des lieux réaliste et d'identifier les domaines d'amélioration possibles ;
 - de créer une dynamique d'appropriation des Objectifs de Développement Durable ;
 - de favoriser un contexte de coopération et de coordination entre les différents acteurs de la société.
- Dans notre cas particulier, la participation de la Polynésie française à la mise en place et au suivi des indicateurs des ODD relève de plusieurs intérêts :
 - Intégrer une démarche de mesure des performances ;
 - Favoriser une meilleure lisibilité des indicateurs dans le but d'en faire des outils de référence afin d'accéder aux programmes nationaux, européens et internationaux d'aide au développement ;
 - Confirmer notre intégration et notre participation dans le processus d'harmonisation du suivi des ODD dans le cadre des organisations régionales et internationales.

- Les rapports de la mise en œuvre des ODD étant volontaires, c'est au rythme de nos capacités que ces travaux seront menés. Néanmoins, le Président Fritch a souhaité que le premier rapport soit produit pour l'année 2019.

- A noter par ailleurs que la Commission européenne a décidé récemment de créer un instrument financier spécialement dédié aux PTOM pour le prochain cadre financier pluriannuel européen post-Cotonu, lequel couvrira la période 2021-2027, et contribuera à la réalisation des ODD. De ce fait, le suivi des ODD pourrait être utilisé pour l'attribution des fonds européens.

- Le suivi de cet agenda de développement ne pourrait pas être mise en œuvre sans une continuité de la gouvernance dans mon pays, ce qui amène à aborder le sujet de la situation politique actuelle en Polynésie française.

4. La situation politique de la Polynésie française.

- Comme vous le savez, le clivage politique dans mon pays se fait, depuis les 40 dernières années, entre les Autonomistes, favorables au statut de large autonomie au sein de la République française, et les Indépendantistes.

- Des élections libres et démocratiques sont régulières et transparentes.

- Tous les citoyens de mon pays ont les mêmes droits électoraux que les français du continent. Ils participent ainsi aux mêmes élections, avec en plus, l'élection des 57 représentants à l'Assemblée de la Polynésie française tous les 5 ans. Ces représentants élisent à leur tour le Président de la Polynésie française.

- Nous venons de participer dimanche dernier à l'élection de ces représentants.

- Lors de ces élections, sur l'aspect statutaire, la campagne de trois principales forces politiques a porté sur l'Indépendance, le Pays associé et l'Autonomie au sein de la République française.

- Le Tavini Huiraatira, parti Indépendantiste, a proposé :

« ASSURER UNE DECOLONISATION RÉUSSIE ET PACIFIQUE.

Seul un gouvernement indépendantiste Tavini pourra ensuite mettre en œuvre pacifiquement notre droit à l'autodétermination durant une période transitoire de quelques années qui mènera progressivement notre Pays vers une indépendance réussie, rassembleuse, prospère. »

- Le Tahoeraa Huiraatira, parti Autonomiste, a proposé :

« UNE NOUVELLE ÉVOLUTION DE NOTRE AUTONOMIE NOMMÉE : PAYS ASSOCIÉ À LA RÉPUBLIQUE.

A l'écoute des évolutions institutionnelles souhaitées par les populations des départements d'Outre-mer et de l'hexagone, le Tahoeraa Huiraatira reste attentif à toutes avancées institutionnelles reconnaissant à la Polynésie française sa capacité à proposer un nouveau partenariat avec la Nation [française], un cadre institutionnel rénové de notre relation avec la France. Il ne s'agit nullement ici de séparation d'avec la France comme le craignent certains. Il s'agit d'une nouvelle évolution de notre autonomie, d'un cheminement engagé de concert avec l'État [français] pour refonder un partenariat actualisé et durable. »

- Le Tapura Huiraatira, parti Autonomiste, a proposé :

« UNE POLYNÉSIE CONFIANTE DANS SON AVENIR.

NOTRE PLACE DANS LE PACIFIQUE, DANS L'EUROPE ET AU SEIN DE LA RÉPUBLIQUE [FRANÇAISE].

Nous souhaitons préserver notre mode de vie sans céder à un développement économique sans mesure, trouver un équilibre entre la croissance nécessaire pour créer des emplois et favoriser l'harmonie sociale à laquelle aspirent nos concitoyens.

Ce développement devra être fondé sur notre capacité à échanger, à discuter, à négocier avec l'ensemble de nos partenaires, l'État [français] bien évidemment, l'Union européenne avec qui nous travaillons depuis de nombreuses années et enfin, nos partenaires du Pacifique.

Notre avenir ne s'inscrit pas dans l'indépendance miracle que tentent inlassablement de nous vendre certains ou dans un statut imaginaire d'indépendance associée que d'autres nous proposent à des fins purement électorales.

Notre avenir s'inscrit au contraire dans l'interdépendance avec tous nos partenaires proches ou lointains.

C'est le défi que nous devons relever ensemble.

Nous vivons dans un monde interconnecté, fait de toutes les diversités, économiques, culturelles, confessionnelles, et dans lequel nous devons prendre notre place pleine et entière. »

- Le deuxième tour des élections générales a eu lieu ce dimanche 6 mai 2018.

- A noter qu'une mission d'observation de ces élections a été envoyée par le Forum des Iles du Pacifique.

- Sur les résultats :

- Le taux de participation a été de 66,8%.
- 77% des électeurs ont voté pour les partis Autonomistes (dont 49% pour le parti proposant le statut d'Autonomie actuel) contre 23% pour le parti Indépendantiste.
- Avec la prime majoritaire, ce score a permis d'élire 49 représentants Autonomistes au sein de l'Assemblée de la Polynésie française et 8 représentants Indépendantistes. Les Indépendantistes ont perdu deux sièges à l'Assemblée Territoriale.

CONCLUSION.

- Monsieur le Président, mesdames et messieurs les membres du comité, permettez-moi de citer le préambule de la résolution 72/101 du 15 décembre 2017 de l'Assemblée Générale : « ...toutes les formules possibles d'autodétermination des territoires sont valables dès lors qu'elles correspondent aux vœux librement exprimés des peuples concernés et qu'elles sont déterminées au cas par cas ». Je cite également le paragraphe deux de la même résolution : « ***En fin de compte c'est au peuple de la Polynésie française lui-même qu'il appartient de déterminer librement son future statut politique*** ».

- La Polynésie française a déjà négocié avec la France, à trois reprises, en 1984, en 1996 et en 2004, un statut de large autonomie au sein de la République française.

- La grande majorité de la population ne pensent pas que la Polynésie française est une colonie qu'il faut « décoloniser » et c'est la position qui s'est manifestée librement, une nouvelle fois, lors de l'échéance électorale de dimanche dernier.

- La Polynésie française, comme d'autres Territoires sur la liste du C24, est tournée vers l'avenir et est pleinement rentrée dans le XXI siècle.

- Nous souhaiterions voir aussi une évolution de la part du C24 sur le regard qu'il porte sur nos situations particulières.

- Enfin, nous pensons que le suivi des indicateurs des Objectifs de Développement Durable pourrait représenter une bonne grille de lecture de la réalité vécue dans nos territoires.

Je vous remercie de votre écoute.

Presentation by the representative of French Polynesia

Caribbean Regional Seminar on the implementation of the Third International Decade for the Eradication of Colonialism

"Towards the achievement of the Sustainable Development Goals in the non-self-governing territories: social, economic and environmental challenges"

Saint Georges - Grenade
9 to 11 May 2018

Honourable Chairman of the Special Committee on Decolonization,

Distinguished representatives of the United Nations Organisation Member States,

Ladies and gentlemen,

- First of all, please allow me to warmly thank the Government and the people of Grenada for their welcome and hospitality.

- Mr. Chair, I would like to congratulate you on your election as C24 Chairman, and I am certain that you will give the committee further momentum.

1. C24 Evolution

- I would like to commend the Members who recently joined this committee because they actually believe that freedom is the fundamental principle of self-determination. I would like to thank them for their efforts to draw the committee into the 21st century and to initiate some new thinking about its role and how it could evolve.

- Indeed, as you may know, our territories are on a development path that does not necessarily lead to integration or free association with the administering power, and may or may not lead to independence.

- There is a legitimate and acceptable status of development for Small Island states which is below full independent status. And yet, this does not mean that we are colonies.

- Many of us on the C24 list are enjoying full internal autonomy, which goes far beyond the status of many other non-listed countries and territories. We are not colonies, subjected to foreign colonial domination or persecuted as some would have us believe. We are totally capable of thinking for ourselves and deciding what is good for our own countries.

- To date, in order to no longer be listed as a NSGT by C24, the people of the territory must have had the opportunity to choose what they think is in their best interest. In many cases, the result is not one of the options proposed by C24, i.e. integration, free association or independence. It can be another status acceptable for the people of that territory.

- Mr. Chair, dear committee members, maybe some thinking on this topic should be initiated.

- In French Polynesia, we have chosen the OCT broad autonomy status.

2. French Polynesia's autonomy

- In his address to the UN Fourth Commission on 3 October 2017, the President of French Polynesia, Mr. Edouard Fritch, reminded that French Polynesians *"are people from the Pacific but, at the same time, are a part of Europe."*

French Polynesia is a country of democracy and respect of human rights. Freedom of speech is complete; freedom of movement too.

- In that same speech, President Fritch also declared that he wanted French Polynesia to be “*modern, attached to its culture and opened onto the world*”.

- Such opening is possible because of our high degree of political autonomy.

- Also, since 8 September 2017, after a unanimous decision made by the Pacific Islands Forum members, French Polynesia has gained full member status in this international organisation recognised by the UN.

- If French Polynesia was not autonomous, the Pacific Islands Forum would never have accepted it among its members, because Pacific State leaders know our country and are best placed to assess our local institutional and political situation.

- Therefore, C24 should now take into account this essential parameter in the way it perceives French Polynesia.

- Since its accession to the Pacific Islands Forum, our government has worked towards stronger regional integration and we are committed to the Forum’s strategic vision.

- It is also thanks to our very broad autonomy that French Polynesia will participate, on 18 and 19 May 2018, in Iwaki, in the eighth *Pacific Islands Leaders Meeting (PALM)* hosted by Japan and Forum member countries.

3. Implementation of Sustainable Development Goals

- It is in this regional framework that French Polynesia’s awareness of Sustainable Development Goals (SDGs) was raised.

- SDGs are an actual challenge which our Pacific countries have to take up and through which they can reinvent themselves.

- On the occasion of its summit last September in Apia, Samoa, the Pacific Islands Forum adopted a panel of indicators taking into account the priorities of each member and that could be used in order to put into place the follow-up of SDGs by the countries of the region.

- The Pacific Roadmap for Sustainable Development aims to identify steps in order to prepare, coordinate and pool indicators at local and regional level.

- It is expected that our countries take the indicators that are relevant for our own situations with an aim to:

- Take a realistic stock of the situation and identify areas of possible improvement;
- Create momentum for appropriating Sustainable Development Goals;
- Promote a context of cooperation and coordination between the various stakeholders in society.

- In our particular case, the participation of French Polynesia in the establishment and follow-up of SDG indicators relies on several interests:

- Integrate a performance-measuring approach;
- Promote greater indicator clarity so they can become reference tools in order to have access to national, European and international development aid programmes;
- Confirm our integration and our participation in the harmonisation process of SDG follow-up in the framework of regional and international organisations.

- As SDG implementation reports are to be achieved on a voluntary basis, such work will be carried out according to the pace allowed by our capacity. Nevertheless, President Fritch wants the first report to be produced by 2019.
- Furthermore, it should be noted that the European Commission has decided recently to set up a financial instrument specifically dedicated to OCTs for the next European post-Cotonou multiannual financial framework which will span over the 2021–2027 period, and which will contribute to the SDG agenda.
- The follow-up of this development agenda could not be implemented without some continuity in the governance of my country, which leads me to the topic regarding the current political situation in French Polynesia.

4. Political situation in French Polynesia

- As you may know, the political divide in my country, for 40 years, has been between Autonomists, who support the wide autonomy status within the French Republic, and Independentists.

- Free and democratic elections are regular and transparent.

- All citizens of my country have the same electoral rights as the French on the continent. Hence, they participate in the same elections, plus, in addition, the election for the 57 Representatives of the Assembly of French Polynesia every 5 years. In their turn, the Representatives elect the President of French Polynesia.

- Last Sunday we had our general election to elect these Representatives.

- In this election, regarding the status issue, the campaign of the three main political forces was about: independence, associated country and autonomy within the French Republic.

- The pro-independence party Tavini Huiraatira proposed:

“ACHIEVE SUCCESSFUL AND PEACEFUL DÉCOLONISATION”

Only a Tavini pro-independence government can then peacefully implement our right to self-determination over a transitional period of a few years, which will progressively lead our country to a successful, uniting and prosperous independence.”

- The pro-autonomy party Tahoeraa Huiraatira proposed:

“ANOTHER EVOLUTION OF OUR AUTONOMY NAMED ‘COUNTRY ASSOCIATED TO THE FRENCH REPUBLIC’

After listening to the institutional evolutions wished by the populations of the overseas departments and of continental France, the Tahoeraa Huiraatira party remains attentive to any institutional progress recognising the capacity of French Polynesia to propose a new partnership with the French nation, a renovated institutional framework in its relationship with France. This is not about separating from France as some may fear. This is about a new evolution of autonomy, a route taken together with the French state to re-establish an updated and durable partnership.”

- The pro-autonomy party Tapura Huiraatira proposed:

“FRENCH POLYNESIA CONFIDENT IN ITS FUTURE. OUR PLACE IN THE PACIFIC, IN EUROPE AND WITHIN THE FRENCH REPUBLIC

Our intent is to preserve our way of life without succumbing to unrestrained economic development, to find a balance between the growth required to create jobs and promote social harmony, which is an aspiration for all our citizens.

Such development must rely on our capacity to exchange, to discuss, to negotiate with all our partners, the French state obviously, the European Union, with which we have worked for several years, and, lastly, our Pacific partners.

Our future is not about miraculous independence that some relentlessly try sell us, or in an imaginary associated independent status which others propose for purely electoral reasons.

On the contrary our future is about inter-independence with all our partners, either close or distant.

This is the challenge we want to take up together.

We live in an interconnected world, made of all the economic, cultural or religious diversities, a world where we need to fully take our place."

- The second round of the general election took place on Sunday, 6 May 2018.
- It must be noted that a mission of observers had been sent by the Pacific Islands Forum for this election.
- About the results:
 - The participation rate was 66.8%.
 - 77% of electors voted for pro-autonomy parties (including 49% for the party proposing the current autonomy status) compared to 23% for the pro-independence party.
 - With the majority premium, this resulted in 49 pro-autonomy representatives and 8 pro-independence representatives being elected at the Assembly of French Polynesia. Independentists lost two seats in the Assembly.

CONCLUSION

-Mr. Chair, distinguished committee members, please allow me to quote the preamble of General Assembly Resolution 72/101 of 15 December 2017: "... all available options for self-determination of the Territories are valid as long as they are in accordance with the freely expressed wishes of the peoples concerned, on a case-by-case basis". I also would like to quote paragraph 2 of the same resolution: "...it is ultimately for the people of French Polynesia to determine freely their future political status."

- French Polynesia already negotiated with France, on three occasions, in 1984, in 1996 and in 2004, a status of broad autonomy within the French Republic.
- A vast majority of the population does not think that French Polynesia is a colony that needs to be decolonised and this is the position that manifested itself freely, once again, in the last election.
- French Polynesia is looking towards the future and has both feet in the 21st century.
- We also would like to see some evolution from C24 in the way it considers our particular situations.
- We think that the Sustainable Development Goals could provide a better reading grid regarding the reality experienced in our territories.

I thank you for your attention.

Pacific Islands Forum Election Observer Team concludes mission to French Polynesia

Pape'ete, French Polynesia, 10 May 2018: The Pacific Islands Forum Election Observer Team to the 2018 French Polynesia Legislative Assembly Elections has concluded its mission in French Polynesia.

In the course of its mission, the Forum met with a wide range of stakeholders representative of communities in French Polynesia. This included representatives from the State and Government, political parties, civil society, private sector, media, and faith based organisations.

The Forum team was appreciative of the warm welcome they received and the willingness of people to meet with them. "We thank everyone who received us for taking time to meet with us and share their views on the elections" said Deputy Chief Electoral Commissioner of the Republic of Marshall Islands and Team Leader, Mr Daniel Andrew. "Democracy is about ensuring governments reflect the will of the people, so it is important for any election observer mission to hear the views of the people."

Ms Jacinta Tony-Barrion, team member and First Secretary with the Papua New Guinea High Commission to Fiji, also expressed appreciation for the wide range of views shared, saying "we had very good and informative meetings and were fortunate to hear the perspective of different stakeholders on elections and government in French Polynesia."

The consultations covered the enabling environment in which elections are held, including the electoral framework, as well as the processes for the conduct of elections.

On polling day, 6 May 2018, the Forum mission travelled around the islands of Tahiti and Moorea, and observed the opening of polls, polling, closing and the counting of votes. Team members commended the efficient manner in which elections were conducted in all stations visited.

"The set up in all polling stations was well planned and facilitated the efficient and steady flow of voters through polling stations," said Mr Daniel. "We were also pleased to see the support facilities provided for elderly voters and voters living with disabilities."

The Forum team observed that the elections were peaceful, and although there were many different party supporters in the vicinity of polling stations, the atmosphere was convivial. The team congratulates the government on the successful conduct of elections which enabled French Polynesians to freely exercise their right to vote.

A detailed report on the election will be prepared by the team and submitted to the Government of French Polynesia.

Background

Under the Framework for Pacific Regionalism, the Pacific Islands Forum is committed to promoting and upholding the principles of good governance across its membership. Forum Election Observer Missions are a cornerstone of this work.

The first Forum electoral mission was deployed to Solomon Islands in 2001 and since then there have been more than 20 has across the region.

Our teams only observe at the invitation of the host country. Invitations are processed by the host country through its internal systems and relevant mandated institution.

The main purpose of Forum electoral missions is to observe the integrity of the electoral process - ensuring that it complies with the host country's regulatory framework. Forum Missions are independent and impartial, consistent with the Forum's commitments under the Biketawa Declaration and the United Nations Declaration of Principles for International Election Observation & Code of Conduct for International Election Observers.

The Observer teams comprise electoral and governance experts from across the region with support from the Forum Secretariat. Beyond their work of contributing to the transparency of electoral processes, the missions also facilitate capacity building and knowledge sharing between, election management bodies within the Forum.

Forum Election Observer Teams seek to meet with as wide a range of stakeholders as possible to ensure a well-rounded picture of the electoral environment before, during and after the poll – this includes representatives of the government, outgoing legislative assembly, political parties, civil society, and faith based organisations.

Following the election, the Observer Teams' report is produced and finalised by the Team, and reflect the Team's findings and observations for that election. The reports are presented to the host government for their information and later made public via the Pacific Islands Forum Secretariat website.

For more information, please email media@forumsec.org

